



Accueil > Monde > Tribunes

Test démocratique pour l'Europe : les citoyens ont leur mot à dire

PAR UN GROUPE D'INTELLECTUELS EUROPÉENS 6 JUIN 2014 À 08:18

Des intellectuels appellent le Conseil européen à prendre en compte le résultat des dernières élections européennes pour le choix du Président de la commission.

En proposant un candidat pour la présidence de la Commission, le Traité de Lisbonne demande au Conseil européen de «tenir compte du résultat des élections au Parlement Européen» et affirme que le président de la Commission «doit être élu par le Parlement Européen». Ces instructions, ajoutées au Traité de Lisbonne par les gouvernements de l'UE, furent considérées comme une véritable rupture avec le passé. A partir de maintenant, le chef de l'organe de décision le plus puissant de l'UE serait ainsi élu de manière plus transparente et démocratique.

Nous trouvons que le fait de prétendre que ces modifications du Traité n'ont pas de signification, comme certains chefs de gouvernement l'ont fait, est déloyal. En tant que chefs d'Etat et de gouvernement, ils pensent que le choix du président de la Commission leur impute, et que le rôle du Parlement Européen est de le ratifier. Selon cette interprétation, le Parlement peut poser son veto, mais ne peut pas prendre d'initiative.

L'interprétation alternative, pour laquelle les principaux partis politiques ont opté avant les élections européennes, affirme que le Conseil doit prendre en compte le résultat des élections. Ainsi, les citoyens européens ont leur mot à dire sur qui peut prétendre diriger la Commission européenne, cette dernière disposant de l'initiative législative.

La première approche contribue à la perception que les citoyens n'ont aucun contrôle sur les décisions que Bruxelles, la «distante» capitale européenne, prend à leur insu. La seconde approche, quant à elle, souhaite rendre la souveraineté aux citoyens de l'Europe, à qui elle appartient. Elle cherche à contrecarrer le pouvoir excessif du Conseil par le biais du Parlement européen, élu démocratiquement.

En accord avec l'esprit du nouveau Traité, les familles politiques de l'Europe avaient nommé des candidats pour le poste de Président de la Commission avant l'élection. Les candidats ont mené une campagne éprouvante, de part et d'autre du continent. Plusieurs débats télévisés, diffusés en direct, ont eu lieu entre les candidats, et les médias se sont appliqués à couvrir leurs campagnes. Et, de manière décisive, les candidats ont débattu sur l'avenir de l'UE. Bref, ce fut la naissance de la politique démocratique de l'UE.

Nous reconnaissons que le système est loin d'être parfait. Néanmoins, ce fut un début encourageant, et avec le temps, ce processus a tout le potentiel de permettre aux citoyens de réellement s'engager dans la politique au niveau européen, bien plus qu'il ne leur a été possible jusqu'à maintenant.

C'est pour cela que nous exhortons les chefs de gouvernement à ne pas enterrer cette démocratie naissante. Nous exhortons les membres du Parlement Européen à se rassembler derrière le candidat qui a obtenu le plus de sièges. Le Parti Populaire Européen est sorti vainqueur des élections. Le Conseil Européen doit donc proposer le candidat du PPE : Jean-Claude Juncker.

Cela découlerait de l'esprit du nouveau Traité et serait aussi compatible avec la manière dont le chef de l'exécutif est choisi dans la plupart de nos constitutions nationales : où, après l'élection, le président ou monarque invite le candidat du parti principal à démontrer qu'il ou elle a le soutien de la majorité. Proposer quelqu'un d'autre que Juncker reviendrait à nier les changements qui ont été faits dans le Traité. Cela nuirait également aux balbutiements démocratiques de l'UE, et ferait le lit des eurosceptiques de tout le continent.

Cet appel est né à l'initiative de Stefan Collignon, Simon Hix et Roberto Castaldi.

Parmi ses premiers signataires figurent: Zygmunt Bauman, Ulrich Beck, Lorenzo Bini Smaghi, Paul De Grauwe, Anthony Giddens, Jürgen Habermas, Christian Lequene, Gianfranco Pasquino, Daniela Schwarzer, Costantinos Simitis, Hans-Werner Sinn, Mario Telò,

Nadia Urbinati à côté de nombreux universitaires et directeurs de think-tanks de différents pays européens.

Pour adhérer: Roberto.Castaldi@cesue.eu ou www.cesue.eu

Par un groupe d'intellectuels européens

9 COMMENTAIRES

9 suivent la conversation



Plus récents | Plus anciens | Top commentaires



MAYINSA 6 JUIN 2014 À 22:3

Test démocratique pour l'Europe : les citoyens ont leur mot à dire.

Mais quand on le dit ce mot, c'est à dire "NON", on ne nous écoute pas

J'AIME



ISMAELLE 6 JUIN 2014 À 10:55

Le-Message - En conclusion comment imposer l'écriture d'une nouvelle constitution pour instituer une vraie démocratie ?

- Dans le cadre des institutions : par l'élection d'un candidat à la présidence dont le seul programme serait d'initier le changement de constitution, en respectant les grands principes démocratique (ceux qui protègent les citoyens), et de partir ensuite.
- Hors du cadre des institutions : par la pression populaire, la mobilisation du nombre autour de cette demande.

Dans les deux cas, une première étape pédagogique est indispensable. Le problème de l'élection et la centralité du tirage au sort en démocratie doivent être enseignés (ne comptez ni sur les élus, ni sur les médias pour le faire !). Chacun peut et doit comprendre la cause du problème, c'est pourquoi vous devez à votre tour faire passer Le Message, le faire comprendre, débattre, et surtout convaincre autour de vous d'en faire autant pour que le virus de la démocratie se propage.

Parce que ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir.

Ce message s'il rassemble des millions de personnes derrière lui peut tout changer :

- Parce qu'il peut être compris par tous (si vous leur expliquez)
- Parce qu'il s'attaque à la cause de tous les problèmes
- Parce qu'il ne défend les intérêts de personne en particulier, donc de tous

Et surtout, vous l'avez maintenant compris, la seule possibilité de changement c'est de sortir d'un cadre institutionnel qui organise l'impuissance du peuple.

1 J'AIME



BOZOX 6 JUIN 2014 À 10:43

Pourquoi n'a t-on pas entendu ces "intellectuels" réclamer le respect de la décision du peuple français en 2005 ? J'ai voté oui, mais puisque la majorité du peuple français a voté non, il fallait bien évidemment respecter sa décision.

La construction européenne n'a jamais été et ne sera jamais démocratique. Il est probable d'ailleurs qu'elle ne sera plus tout court.

J'AIME



GUIGUI83 6 JUIN 2014 À 10:40

sans avoir de grands moyens intellectuel j'ai compris depuis longtemps que la démocratie dans l'ue c'était une démocratie potemkine,un habillage!

J'AIME



GUIGUI83 6 JUIN 2014 À 12:13

pardon pour intellectuels sans s

J'AIME



JEAN_BONNEAU 6 JUIN 2014 À 9:18

L'anonymat de ce groupe d'intellectuels européens est gênant. Qui sont-ils, quels sont

leurs buts ? existent-ils vraiment ?

D'autre part, ce texte est mal écrit, comporte des fautes de français ("leur impute" au lieu de "leur est imputé"). ça sent le bidonnage.

1  J'AIME

GINOBO 6 JUIN 2014 À 9:9

Merckel ne fait pas partie des signataires?... Pas assez intellectuelle?...

J'AIME

FOEBUS 6 JUIN 2014 À 8:48

Démocratie ? Ôo ...ben compte tenu du niveau de censure de libé ...pas sur ce journal en tout cas !!

1  J'AIME

BRUITQUIPENSE 6 JUIN 2014 À 8:45

hummmm démocratie sur quel modèle... me dis-je... au regard de nos démocraties respectives... ????

1  J'AIME